



### **Décision n° 2018-248**

autorisant l'introduction d'alevins à des fins  
de mise en valeur halieutique de lacs  
situés dans le cœur du Parc national

Le directeur de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU les articles L.331-4-1, L.331-26 et R.331-65 du code de l'environnement,

VU le décret n° 2009-486 du 29 avril 2009, notamment ses articles 3 et 15,

VU le décret n°2012-1541 du 28 décembre 2012 approuvant la charte du Parc national ainsi que les modalités 1 et 29 d'application de la réglementation dans le cœur,

VU l'arrêté n° 2017-01 en date du 11 janvier 2017 établissant la liste des lacs gérés pour leur mise en valeur halieutique et la liste des lacs qui ne peuvent en faire l'objet pour la période 2017-2019,

VU la décision n°2016-01 du 1er janvier 2016, donnant délégation permanente de signature au directeur-adjoint de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

VU la demande présentée par Monsieur OSENDA Philippe, président de l'association des pêcheurs de Tende, en date du 25 juin 2018,

Considérant que la demande de l'association des pêcheurs de Tende porte sur l'introduction d'alevins à des fins de mise en valeur halieutique de certains lacs situés dans le cœur du parc national du Mercantour, ainsi que sur l'acheminement de ces derniers jusqu'aux lacs concernés par hélicoptage ou par véhicule terrestre motorisé,

Considérant que la liste des lacs destinés à être alevinés figurant dans la demande est conforme à l'article 1 de l'arrêté n°2017-01 susvisé,

Considérant que l'autorisation d'hélicoptage ou de circulation en véhicule terrestre à moteur ne peut pas être instruite en l'état actuel de la demande et qu'elle nécessite des compléments d'information ultérieurs de la part du demandeur,

Décide :

#### **Article 1er :**

L'association des pêcheurs de Tende, représentée par son président Monsieur Philippe OSENDA et ci-après désignée « le bénéficiaire », est autorisée aux conditions définies aux articles suivants, à procéder à des introductions d'alevins dans certains lacs d'altitude situés dans le cœur du Parc national du Mercantour.

## Article 2 :

La présente autorisation est accordée pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août 2018, sous réserve que le bénéficiaire prenne contact avec le service du Parc national du Mercantour territorialement concerné (Tende), a minima 3 jours ouvrés avant la date programmée des alevinages.

### Contact :

Service territorial Roya-Bévéra : 04.93.04.67.00

chef de S.T - COLLENOT Aurélien ([aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr](mailto:aurelien.collenot@mercantour-parcnational.fr))

adjoint du S.T – CHAPELUT Florent ([florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr](mailto:florent.chapelut@mercantour-parcnational.fr))

## Article 3 : Sites et modalités d'introduction autorisés

3.1. L'alevinage sera réalisé uniquement à partir des espèces suivantes : Truite Fario de souche méditerranéenne et Truite arc-en-ciel, en provenance de la pisciculture de Roquebillière.

3.2. L'introduction des alevins est autorisée sur les lacs et selon les quantités suivants :

Lacs autorisés	Alevins de truites fario	Alevins de truite arc-en-ciel	Total
Lac Agnel	5500	2500	8000
Lac Basto	6500	3000	9500
Lac Carbon	1200	500	1700
Lac Fourca (Forcat)	1500	700	2200
Lac des Grenouilles	650	350	1000
Lac Long supérieur	3800	1800	5600
Lac Long inférieur	700	300	1000
Lac de la Mouta	1900	900	2800
Lac Noir	3200	1500	4700
Lac de Saorgine	500	200	700
Lac de Trem	350	150	500
Lac Vert de Valmasque	4500	2200	6700

3.3. Aucun alevin ne sera introduit dans d'autres pièces d'eau ou torrents situés dans le cœur du Parc national, qui ne figure pas à l'article 3.2.

3.4. Toute introduction autre que d'alevins n'est pas autorisée.

## Article 4 : héliportages nécessaires à l'opération

La présente décision ne vaut pas autorisation de survol du cœur de parc national à moins de 1000 mètres du sol par un aéronef motorisé.

En tant que de besoin, le bénéficiaire ou le prestataire du survol déposera auprès du siège de l'Établissement public du Parc national, une demande d'autorisation dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur.



Article 5 :

La présente décision ne vaut pas autorisation de circuler et de stationner en véhicule terrestre motorisé sur les pistes situées dans le cœur du Parc national du Mercantour.  
En cas de besoin, le bénéficiaire sollicitera le service territorial concerné en préalable à son arrivée sur site, afin d'obtenir cette dérogation – cf. article 2

Article 6 :

Le bénéficiaire adressera au Parc national du Mercantour, dans le délai de 3 mois maximum à compter de l'expiration de la présente autorisation, un compte-rendu des opérations d'alevinage effectuées. Ce compte rendu mentionnera la provenance des souches d'alevins lâchés dans chaque dotation.

Article 7 :

La réglementation en vigueur de la cœur du Parc national s'appliquera sans réserve pendant toute la durée de l'opération.

Article 8 :

Le bénéficiaire devra présenter cette autorisation à toute réquisition d'agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou d'agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.  
Le bénéficiaire devra soumettre les alevins et cubitainers à leur contrôle éventuel.

Article 9 :

Le non respect de l'un de ces articles ou de l'une ou l'autre des dispositions prévues par le code de l'environnement ou dans la réglementation du Parc national, expose son bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 10 :

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public dans un délai de trois mois à compter de son édition.

Elle peut être contestée devant le tribunal administratif de Nice dans un délai de deux mois suivant sa publication.

Fait à Nice, le 4 juillet 2018

 Le Directeur-Adjoint du  
Parc National du Mercantour  
Laurent SCHEYER